

■ LES RAPATRIÉS ■ LE SCANDALE DES PRISONS ■ BRASILLACH
■ LA "BOMBE" FRANÇAISE POUR LA CHINE ■ LE 6 FÉVRIER 1934

**EUROPE
ACTION**

LES CHINOIS



CHEZ NOUS ?

14 — FÉVRIER 1964 — 2 F.

EUROPE ACTION

FÉVRIER 1964

VOUS PRÉSENTE :

LA FIN DES LIGUES

- Robert Brasillach ou le Romanisme fasciste 2
- Le 6 Février 1934 ou l'émeute activiste 4

LES ENQUETES

- Les Réfugiés et nous 6
- Le bombardement de Dresde.. 14
- L'indépendance énergétique et le pétrole. 16
- La vérité sur les Français prisonniers du F.L.N. 18

LES CHRONIQUES

- Histoire de « L'Humanité » 11
- Le scandale des prisons 16
- La « Sécurité Nationale » 9
- Les Livres 9, 11, 20
- Le carnet de l'opposition 21
- Les événements du 15 au 15 .. 9

CORAL

- La Poubelle 19

UN JEU

- Vous êtes imbattable 8

UN DOCUMENT

- Comment on nationalise au Congo 13

La mère de Philippe Castille nous écrit :

« Je viens vous remercier de l'intérêt que vous voulez bien porter aux victimes de l'évasion manquée de Saint-Martin-de-Ré. Parmi eux se trouve mon fils, Philippe Castille, qui a été comme ses camarades très durement frappé.

Ayant pu, par bienveillance du directeur, le voir 10 minutes, alors qu'il était au « mitard », j'en suis sortie bouleversée, effondrée de l'avoir trouvé dans un tel état.

J'ai pu, à nouveau, le voir dernièrement à Caen, où il a été transféré. Il se trouve dans une cellule sans eau courante... sans confort et au régime sévère de droit commun.

Est-ce donc un crime d'avoir un idéal et d'y avoir cru ? Et voici bientôt 7 ans que cette épreuve dure pour nous ! Alors que Monsieur Ben Bella et Cie ont été traités comme des seigneurs !

Je veux, malgré tout, espérer que, face à votre campagne de presse, il y aura peut-être une amélioration à son régime et à celui de ses camarades.

Je ne puis que vous assurer de toute ma gratitude et de ma reconnaissance ».

Pour un quotidien de l'opposition nationale.

Je constate avec joie les améliorations portées à notre revue « Europe-Action ». Je félicite pour ma modeste part, toute l'équipe qui œuvra à cette action.

Ce que doit réaliser « Europe-Action », c'est le regroupement de toute la presse nationaliste, pour pouvoir sortir un quotidien, qui sera d'une grande utilité. Bien des journaux devraient comprendre dans l'intérêt national, que leur disparition et leur reconversion au sein d'une équipe jeune, dynamique comme la vôtre, servirait beaucoup plus la cause.

Il nous faut abandonner nos principes de petit chef, qui nous conduisent comme un Susini : à l'arrivisme.

Je me joins donc à votre revue par le renouvellement de mon abonnement.

M. Bernardi,
Monte-Carlo.

AMIS LECTEURS VOICI VOTRE TRIBUNE

A la suite de notre article sur le Sud Tyrol et le Haut Adige, nous avons reçu la lettre suivante :

« L'action des 162 jeunes mis en jugement à Milan, me paraît légitime, d'un point de vue nationaliste. En effet, indépendamment des arguments géographiques, la population germanophone du Sud Tyrol se sent autrichienne. Outre la langue, les coutumes et les traditions les rattachent aux Tyroliens. Les rhéto-romans des provinces de Bosen, (Bolzano), Trente et Bellum, malgré une langue latine, revendiquent leur nationalité autrichienne. Il est bien évident que ces peuples doivent être intégrés dans leur nation. Deux solutions sont possibles : soit des expulsions massives, mais cela est contraire à la vie de la Communauté Européenne, soit un partage avec des regroupements de population. Les Italiens garderaient les quelques places, où leur implantation est importante et ancienne.

A mon sens, les nationalistes ne doivent pas laisser en suspens les heurts qui existent entre leurs Communautés. La politique de l'autruche est mauvaise. Les arguments de l'Italie procèdent d'un patriotisme démodé, ou même de vues démocratiques. Il est dur de se heurter à nos frères d'Italie, mais le combat du Sud-Tyrol doit être soutenu par tous les Européens ».

Atain Dini — Sud Tyrol.

— « E.A. » : Les arguments de la communauté germanophone sont excellents, tout comme ceux de la communauté italienne. Il est possible de justifier historiquement le caractère français ou le caractère allemand de l'Alsace. Il n'en reste pas moins que ce serait folie, alors que l'Europe et le monde blanc sont attaqués sur leur véritable frontière, de se battre entre nous, en nous jetant au visage des références d'antériorité ou des chiffres de population. Ces heurts entre Européens ont, comme seul résultat, de nous détourner de la garde que nous devons monter sur nos véritables frontières. Celles qui ne sont pas bornées par des limites territoriales arbitraires, mais par cette limite permanente d'un sang, d'une culture, et d'une civilisation identiques.

Les Etudiants Nationalistes et le Service Militaire.

« J'ai lu un tract récent émanant de la Fédération des Etudiants Nationalistes, qui prend position pour la suppression du service militaire. Cela me semble absolument incompréhensible et contraire aux idéaux nationalistes. Ne pouvez-vous pas intervenir contre cette attitude ? »

Jacques Marchand, Etampes

— « E.A. » : Renseignements pris, il ne s'agit, en aucune façon, de la part de la F.E.N., d'une opposition de principe au service militaire, mais, comme l'indique d'ailleurs l'un de leurs tracts, du refus de servir le régime. En effet, l'armée de 1964, amputée de ses cadres de valeur : tués, emprisonnés, chassés ou démissionnaires, est une simple force de police au service du régime. Et il est bien certain que, dans ces conditions, la jeunesse française a mieux à faire que d'y perdre quinze mois, et d'y subir l'endoctrinement de nos adversaires. Vue sous cet angle, on ne peut qu'applaudir à la prise de position des Etudiants Nationalistes. Pour eux, la solution est révolutionnaire, dans un cadre nouveau ; dans une armée nationaliste, la jeunesse retrouverait normalement ses devoirs envers la communauté reconstituée.

Au sujet de la transformation « d'Europe Action » :

Je souscrit entièrement à la nouvelle formule de présentation et de diffusion d'Europe-Action qui me semble plus aérée, plus moderne, avec une couverture qui attire l'œil, bref, représentant la revue nationaliste par excellence !

Je viens de recevoir par ailleurs « Europe-Action Hebdomadaire », formule heureuse que, je pense, vous pourrez augmenter lorsque l'actualité... et les lecteurs (!) l'exigeront et y apporteront leur concours.

J.-P. Touzalin.

DE GAULLE ET LA CHINE

C'est une erreur, que d'attribuer à la seule personnalité de De Gaulle, la responsabilité d'une politique qui porte son nom. Certes, son autorité y joue un grand rôle. Cependant, il ne pourrait rien sans l'accord de la caste qui dirige l'actuelle société. Les technocrates ont trouvé dans la « décolonisation » et ses prolongements, le moyen de satisfaire à la fois leurs appétits et leur démangeoisons idéologiques. Ils restent, en cela, fidèles à cette tradition qui, à deux reprises, fit du capitalisme le sauveur du communisme : en édifiant l'économie soviétique à partir des années 20, et en accordant, avec Roosevelt, l'aide qui permit à l'U.R.S.S. de survivre à la seconde guerre mondiale. On ne peut rien comprendre aux événements actuels, si l'on néglige le rôle permanent de cette caste capitaliste, dont De Gaulle n'est qu'un porte-parole momentané. A la lumière de cette réalité, la reconnaissance de la Chine communiste par la V^e République, prend sa véritable signification. Cette décision est, tout d'abord, un refus d'envisager la volonté de conquête qui anime le communisme. Elle revient à reconnaître la légitimité définitive d'une oppression combattue jusqu'alors par l'Occident. Ce précédent, intervenant après la guerre de Corée, entraînera, à son tour, la reconnaissance de Pékin, par les Etats-Unis, après les élections présidentielles de novembre prochain, à moins que ces dernières n'entraînent un changement dans la politique américaine. En outre, cette décision servira d'argument à ceux qui veulent maintenir une partie de l'Allemagne sous domination soviétique : si l'on reconnaît deux Chines, pourquoi ne point reconnaître deux Allemagnes ? Après avoir démantelé l'Occident en Afrique, le même homme, pour les mêmes intérêts, en raison de la même idéologie, poursuit la même tâche en Asie. La brèche est faite qui va emporter la muraille. L'énorme diaspora chinoise, répandue de l'Inde à la Malaisie, sur la côte orientale de l'Afrique, à Madagascar et jusqu'en Océanie, va se trouver contrainte de basculer vers la Chine communiste, entraînant derrière elle les territoires qu'elle influence. L'ancienne Indochine, le Japon lui-même, se rallieront à Pékin, qui ne se fait pas faute d'exploiter le sentiment du xénophobisme anti-blanc.

Mais ces conséquences ne sont rien, en regard de la deuxième partie du plan gaulliste. Les chinois n'ont pas la possibilité de mettre au point, seuls, les armes nucléaires. De Gaulle a décidé de leur en donner le moyen. Ainsi, entend-il parfaire, pour l'Histoire, ce visage du « Libérateur », du champion des peuples de couleur, qu'il s'est choisi, depuis la conférence de Brazzaville, en 1943. Ainsi, le vit-on, en Algérie, opter pour les arabes contre ses compatriotes, susciter en France le déferlement de la propagande universaliste, transformer Paris en lupanar pour africains et orientaux, battre le record de l'aide aux sous-développés.

La Russie Soviétique, elle-même, a compris, malgré la parenté idéologique, la réalité de la gigantesque lutte qui se prépare entre le monde blanc et le monde de couleur. De Gaulle, lui, aveuglé par son personnage, poussé par son milieu, y voit une raison supplémentaire de se singulariser : changer le destin des afro-asiatiques en leur donnant le moyen de réaliser l'arme terrifiante que leurs capacités leur interdisait de créer. Le décret du 19 janvier dernier, lui confère tous les pouvoirs en matière d'armement nucléaire : il peut, désormais, agir à sa guise et sans contrôle.

Le conflit de demain est inscrit, inéluctablement, dans l'évolution opposée de deux mondes. d'une part, les peuples blancs, dont les qualités créatrices s'élèvent sans cesse, mais dont le nombre grossit faiblement. D'autre part, les peuples de couleur, qui stagnent dans la médiocrité, mais dont le développement numérique est foudroyant. Ces derniers, incapables de combler le fossé grandissant qui les sépare des blancs, n'envisagent qu'un apocalypse destructeur. L'aberration de certains hommes blancs leur en donnera-t-elle le moyen ?

LA FIN DES LIGUES

LE mouvement national en France a toujours connu une forme particulière : celle des ligues. Le romantisme en guise de pensée et l'émeute en guise de méthodes en sont les traits marquants. Un retour de trente années en arrière, auprès du plus séduisant, du plus talentueux des écrivains politiques, autour de l'héroïque 6 février 1934, permet,

mieux que l'évocation d'événements récents, de voir à quel point le mouvement national est resté fidèle à ses traditions, des Ligues d'avant-guerre aux groupes activistes. Il montre également qu'une rupture s'est produite dans ces dernières années. Rupture qui a mis fin au temps des Ligues même si leurs quelques héritiers surnagent encore.

PAUL SERANT

ROBERT BRASILLACH

OU LE ROMANTISME FASCISTE

A trente ans, Brasillach se penchait déjà avec nostalgie sur les images irremplaçables d'un proche passé ; et l'on pourrait dire que le mot « jeunesse » revient aussi souvent sous sa plume que le mot « juif » dans les pamphlets de Céline. Il a montré comment, dans le cercle de ses amitiés normaliennes, « *pouvaient entrer parfois des images de la vie, colorées du romantisme de la jeunesse, mais vigoureuses* (1) ». C'est précisément ce romantisme de la jeunesse qui conduisit Brasillach au fascisme. Tout en partageant le « *goût de l'anarchie* » de tous ses camarades de l'Ecole, il est rapidement conquis par le spectacle des grands mouvements totalitaires : et d'ailleurs se déclarer « fasciste », c'est encore une manière d'être anarchiste vis-à-vis des bourgeois de droite et de gauche, qui considèrent avec effroi l'ascension de Mussolini et d'Hitler. C'est ainsi que l'irrespect des

valeurs bourgeoises est en elle-même, pour Brasillach, une valeur fasciste. Evoquant les bourgeois qui, en 1936 protestaient contre l'apparition de l'auto-stop, il ajoute : « *Ils n'avaient évidemment pas l'esprit fasciste* (2). » L'esprit fasciste, c'est donc, pour lui, l'esprit à la fois dynamique et frondeur de la jeunesse, qui se refuse à trop respecter les conventions, l'ordre établi, les habitudes d'une société trop prudente et des bourgeois trop timorés. C'est aussi et surtout le besoin d'action et l'aspiration à la grandeur. En 1937, Brasillach est frappé à Venise par les petits enfants qui débarquent d'un bateau-croisière : « *Et ils chantent des chansons d'enfant, qui ne signifient rien, comme dans tous les pays du monde. Ils chantent aussi ensemble, d'une voix psalmodiée, des chants fascistes. Des avant-gardistes de quinze ans, des fascistes de vingt-cinq, conduisent ces troupes*

riants, et leur apprennent l'hymne d'un pays qui a choisi pour mot de passe le mot « jeunesse » (3).

Quand les torches brûlaient

En Allemagne nationale-socialiste, Brasillach constate que les cérémonies et les chants du Congrès de Nuremberg ont d'abord une signification pour la jeunesse du pays. « *C'est à elle que tout s'adresse ici, note-t-il, et l'on est presque étonné de découvrir, dans les S.A. qui emplissent les rues, de débonnaires Bavarois ventrus, petits, pacifiques, qui font de ces uniformes des vêtements de tranquille garde nationale. On avait oublié, en vérité, qu'il existait des Allemands de plus de vingt-cinq*

(1) Robert Brasillach, *Notre avant-guerre* (Plon, 1941), p. 49.

(2) *Ibid.*, p. 193.

(3) *Ibid.*, p. 207.

Les Ligues ne voulaient guère penser. Elles préféreraient les mouvements du cœur aux démarches de la raison. Mais leurs adversaires qui pensaient, eux, ont retourné contre elles les sentiments qu'ils savaient manipuler. Lorsqu'elles s'efforçaient à la réflexion, elles reconstruisaient un Etat idéal dans la tiédeur de cabinets silencieux. Mais leur alchimie n'intéressait guère que les initiés. Les

Ligues vivaient sur des souvenirs — de grands souvenirs — ou encore sur des enthousiasmes étrangers. Mais si le peuple a besoin de rêver, encore faut-il que ce soit à l'avenir et au sien. Aujourd'hui les torches sont éteintes et les hommes nouveaux savent que l'action est inutile sans le support d'une pensée totale, que l'enthousiasme est stérile sans lucidité.

ans, — et que c'était même eux qui avaient fait le national-socialisme. Mais ils peuvent l'avoir créé, désormais le mouvement n'est plus pour eux, il est pour la jeunesse (4) ». Il visite le camp de tentes de la Hitler-Jugend, où l'on veille perpétuellement autour de la stèle où sont inscrits les noms de centaines d'enfants tombés sous les balles des marxistes. « Là encore, ce qui nous frappe, c'est le caractère de la discipline. La militarisation de l'enfance, en Allemagne, n'est pas du tout ce que l'on croyait. Ceux qui viennent nous parler nous abordent joyeusement, sans crainte, et d'eux-mêmes. J'avoue que je trouve cela beaucoup plus important, au point de vue de la puissance allemande, qu'un sec corporalisme (5). »

Hors de France

Et c'est encore la jeunesse que Brasillach a aimée chez Léon Degrelle, devenu, à l'âge de trente ans, le leader d'un des plus populaires mouvements politiques belges. Il a été conquis par cette homme qui « courait à l'aventure avec allégresse, tenté par la vie, ses plaisirs, ses promesses, et sans se trop soucier des dangers qu'il y pouvait courir, des tentations de l'existence et des gauchissements de l'action (6) ». Bertrand de Jouvenel ayant trouvé chez Degrelle comme un souvenir du « dictateur des cours de récréation », Brasillach approuve et ajoute : « Il y

eut chez Degrelle quelque chose du Dargelos des Enfants terribles (« l'élève Dargelos était le coq du collège »), qui savait se battre à coups de boules de neige. Il était amusant, violent, vivant et passionné (7) ».

L'esprit fasciste ainsi entendu — l'esprit de l'irrespect, du non-conformisme, de la camaraderie fraternelle et de l'insouciance joyeuse —, Brasillach l'avait trouvé pour son propre compte à « Je suis partout ». En 1936, l'administration de combat, probablement impressionnée par le succès du Front populaire aux élections, décidait de le supprimer. Les collaborateurs du journal résolurent aussitôt de le continuer eux-mêmes en réduisant les frais — y compris leurs propres appointements. « Je suis partout » devint ainsi — fait exceptionnel de l'histoire du journalisme — « le seul soviet de la presse française », c'est-à-dire le seul journal appartenant à son équipe rédactionnelle. C'est à cette époque que Pierre Gaxotte proposa à Brasillach de l'aider dans sa tâche de rédacteur en chef. « Nous avançons dans une bien excitante atmosphère de calomnies et d'ordures : vendus à Hitler, vendus à Franco, vendus à Mussolini, vendus au grand capital, vendus aux deux cents familles et au Mikado, nous devenions pour nos adversaires quelque chose comme l'organe officiel du fascisme international. Mais nous savions que nous étions surtout le journal de notre amitié et de notre amour de la vie (8) ».

Le souvenir d'une amitié

Ce que Brasillach a donc apprécié par-dessus tout à « Je suis partout », c'était cette fraternité de l'équipe, cette griserie du journal que l'on compose chaque semaine dans une atmosphère de joyeux défi. Il a trouvé là, « dans un monde troublé et changeant », une camaraderie qui lui apparaissait justement comme « un des rares pointes fixes » de ce monde. « C'est, ajoute-t-il, ce qui nous a donné des plaisirs qu'on ne nous enlèvera pas, vivants, gouailleurs, libres, que nous désespérons de faire comprendre à ceux qui ignorent justement la vie, la gouaille, la liberté. Dans une journée d'imprimerie, une discussion, un voyage, nous reconnaissons aujourd'hui le goût et le parfum de cette camaraderie unique. Elle ne peut exister dans les journaux soumis à tant de règles humaines et coutumières : il y faut autre chose qu'un travail dans le même lieu. Il y faut ce sentiment de former une bande, pour le meilleur et pour le pire, et ce qu'on nommera, pour choquer les bourgeois, le sens du gang (9) ».

(4) Ibid., p. 270. — (5) Op. cit., p. 272.

(6) Op. cit., p. 24. — (7) Op. cit., p. 243.

(8) Op. cit., p. 214. — (9) Op. cit., p. 222.

Ce texte que M. Paul Sérant a bien voulu nous donner l'autorisation de publier est extrait de son ouvrage « Le Romantisme Fasciste » paru aux Editions Fasquelle en 1960. Nous remercions ces dernières d'avoir donné leur accord pour cette publication.

LA FIN DES LIGUES

Les hommes du 6 Février étaient courageux. Ceux de l'O.A.S. également. Mais le courage est insuffisant. Les Ligues font le plein de leurs partisans dans les périodes de grand péril. C'est la levée en masse. Avant et après, on démobilise et on « pense bien ». Mais les grands périls, en politique, ne sont pas spontanés. Ils résultent de lents

mûrissements. Les Ligues croient y remédier par le « coup de force », qui règle tout et permet de rentrer chez soi, l'âme en paix. En effet, les Ligues croient au « pays réel » profond, qu'étouffe un « pays légal » superficiel. Mais il n'y a plus de pays réel et de pays légal. Il reste le régime : une société perverse à détruire.

FRANÇOIS D'ORCIVAL

LE 6 FÉVRIER 1934

OU L'ÉMEUTE ACTIVISTE

Les murs de Paris sont couverts d'affiches multicolores. Elles proclament la Patrie en danger, appellent à la manifestation. « Laissez-vous établir la dictature d'un clan, étrangler vos libertés ? » lit-on sur les panneaux des Jeunesses patriotes. Dimanche 4 février 1934. La capitale se réveille dans une atmosphère ardente, passionnée, révoltée. *L'Action Française* titre « le coup d'Etat maçonnique ». La veille, à 9 heures, le Préfet Jean Chiappe, sur lequel Daladier, président du Conseil, s'est appuyé pour faire cesser les manifestations qui se déroulent depuis Janvier, a été démissionné par le même Daladier, la situation étant rétablie. Or Chiappe passe pour le préfet de police anti-communiste, soutenu par la droite, ayant au moins sa sympathie. L'éviction de Chiappe est l'étincelle que l'on pressentait depuis plus d'un mois de défilés,

de déclarations, de crises parlementaires et de disgrâces. Daladier se trouve à la tête d'un gouvernement qui a tenté de donner des assurances à tout le monde, afin d'obtenir une difficile investiture. Chiappe est monnayé pour les voix de la gauche. La droite riposte avec virulence. Les ligues reprennent les manifestations, rejointes par des organisations très importantes, telles que l'Union Nationale des Combattants.

Contre les « voleurs »...

Le 27 janvier, le cabinet Chautemps est tombé après une manifestation des Croix de Feu et de l'Action Française. Tout est né de la petite affaire d'escroquerie d'un juif d'Odessa, Alexandre Stavisky, que l'on trouva mort, avant

de pouvoir l'arrêter. C'est alors que l'affaire devint un scandale : l'enquête aboutit à une redoutable combinaison, bénéficiant de l'appui des plus hautes personnalités du régime. La république apparaît comme une somme d'escroqueries de tous ordres : dans la rue, on se rassembla pour crier « à bas les voleurs ! »

Daladier succède à Chautemps et forme un gouvernement d'« hommes nouveaux », en fait, de bric et de broc. L'homme nouveau, l'homme fort était son ministre de l'intérieur, Frot, qui avait parfaitement su jusque-là naviguer, et que l'on prenait, effectivement, pour un homme décidé. Décidé, le gouvernement Daladier, en formation, l'est : il veut donner à la république une autorité stable — selon la formule. L'investiture doit avoir lieu le mardi 6 février après-midi.

L'ACTION

Après le « coup de force », les Ligues veulent l'union nationale. Sur le devant de la scène, elles placent des bons papas respectables et des petits ambitieux tricolores. Les Ligues aiment le panache et ignorent les coulisses. Le régime sort donc intact du « coup de force » et, deux ans plus tard, on a le Front Populaire ou les négociations

avec le F.L.N. La doctrine des Ligues, c'est l'autorité. L'autorité, c'est « le chef ». Les Ligues ont donc des « chefs » et pas de doctrine. Ces « chefs » ont besoin d'une bande de partisans et non d'une organisation de militants. Mais, les temps nouveaux ont condamné les Ligues et fait surgir des militants.

la révolte « nationale »...

Le même jour, l'U.N.C. organise un grand défilé d'anciens combattants, « pour que la France vive dans l'honneur et la propreté ». Voulant à tout prix obtenir les voix de la gauche, Daladier prend des mesures tellement exceptionnelles qu'elles frisent la provocation : acheminement de troupes vers la capitale, mise en alerte des régiments de cavalerie encasernés autour de Paris, des sapeurs-pompiers, des régiments de gendarmes mobiles. Daladier se présente sous la protection de la force armée. Aucun avion ne survolera Paris ; le ministre Cot envoie une note à tous les chefs d'aérodrome : « Tous les vols, exceptés ceux des avions de ligne, sont interdits aujourd'hui 6 février, à partir de 10 heures, et jusqu'à nouvel ordre ». Frot, de son côté, donne l'ordre impératif au nouveau Préfet de police, Bonnefoy-Sibour : « A aucun prix, ils ne doivent passer ! »

mobilise aussi les communistes...

Dès 18 heures 30, des groupes de Croix de Feu, de Camelots du Roi, des Jeunesses Patriotes, de l'U.N.C. que côtoient des militants communistes, gagnent la Place de la Concorde par les quais, la rue Royale, les Champs Elysées. Les militants politiques, en groupe, mais en désordre, attaquent le barrage poli-

cier du pont de la Concorde. A 19 heures 15, débordé, le service d'ordre fait feu. Une dizaine d'hommes tombent. C'est l'affolement. Quelques instants après, débouche sur la Place, le défilé compact et immense de l'U.N.C. La foule crie « A la chambre ! A mort les assassins ! » Du cortège des anciens combattants, se dégage un dirigeant qui crie bien fort :

joue à l'insurrection...

« — Camarades, à mon seul commandement, gauche ! » Et le cortège oblique vers la rue Royale, à l'opposé de la Chambre... La garde mobile continue de tirer. La fusillade reprend à plusieurs reprises, contre les manifestants, qui courent dans tous les sens. Les gendarmes mobiles prennent l'initiative de dégager la Place de la Concorde : désemparés, sans chefs, sans ordres, les manifestants refluent peu à peu. A minuit l'ordre règne. Sur l'autre rive de la Seine, les troupes des Croix de Feu, sur ordre de leur chef, sont restés l'arme au pied. 23 morts, 2000 blessés chez les manifestants. A la Chambre on se bat aussi, mais Daladier obtient sa majorité. Bonnefoy-Sibour dira quelques jours après, à propos des morts du 6 février : — « Après tout, tout s'est passé le mieux du monde. Le but a été atteint ».

Mais l'excitation est à son comble : va-t-on revenir avec des gre-

nades ? Va-t-on porter un coup plus terrible encore au gouvernement, qui a tiré sur le peuple ?

et lâche la proie pour l'ombre.

A l'aube du 7 février, les chefs des Ligues sont réunis. On attend la réponse. Chiappe attend aussi. La réponse vient : il faut attendre, ne rien précipiter, « ne pas faire le jeu d'un coup de force communiste ». Les jeux sont faits. Paris ne fera pas sa révolution. Cependant, les manifestations populaires se poursuivent, Camelots du Roi et communistes. Daladier veut faire arrêter les chefs des groupes de droite : Daudet et Maurras mettent à la porte des policiers sans mandat. Daladier, Frot, sont dépassés, et ne peuvent supporter le poids d'une guerre civile ; à 13 h 45, ils démissionnent. Les ligues crient victoire. Seuls, les hommes sont mis en cause : on s'en va donc chercher un gouvernement d'union nationale, sous le patronage de « Gastounet » — Doumergue — retiré à Tournefeuille. Il est la confiance, la propreté, le « sauveur ». Le régime n'a pas été touché. Il a gagné contre l'émeute, contre le peuple. Mais l'émeute n'était pas la révolution. Les chefs étaient des conservateurs, pas des révolutionnaires. Leur « victoire » du 7 février, ce « 13 mai » de l'époque, c'était, deux ans après, le Front populaire.

LES RÉFUGIÉS

GUY PERSAC

Un an et demi après l'abandon de l'Algérie à la dictature et à l'anarchie benbellistes, celui-ci produit ses ultimes conséquences sur la communauté « pied noir », dont les derniers membres encore présents au-delà de la Méditerranée se voient finalement contraints de fuir le chaos. Sur ce problème douloureux des réfugiés, il nous faut revenir aujourd'hui.

Un vocabulaire qui en dit long

Le gouvernement les appelle « rapatriés ». Il s'agit d'un mensonge grossier. Nos compatriotes d'Algérie, en franchissant la Méditerranée, ont littéralement perdu leur Patrie, laquelle constituait une partie de la nôtre. Qui oserait dire, par exemple, qu'un Corse venant s'établir sur le « Continent » est un rapatrié ? Ce Corse est un émigrant, au demeurant poussé hors de son île par la misère, comme le Pied Noir, chassé par les brimades ou les persécutions, est, au sens propre du terme, un réfugié. D'autres pays, qui se sont vus enlever une fraction de leur territoire national, après la dernière guerre, comme la Finlande ou l'Allemagne, n'ont pas cherché à faire croire que les habitants des territoires arrachés étaient des « rapatriés ». Le fait de dénoncer cette hypocrisie dépasse la simple querelle de vocabulaire : l'appellation dont les Français d'Algérie sont gratifiés montre un état d'esprit et juge la politique qui a été, est encore suivie à leur égard. Si l'on avait reconnu la réalité de

leur situation de réfugiés et de spoliés, il ne serait pas possible d'escamoter le problème matériel et moral que leur exode pose à la Nation.

Une politique du mépris

Dans tous les groupements politiques, même ceux enclins ou résignés à l'abandon de l'Algérie — à l'exception des communistes — des voix s'élevèrent pour que les Pieds Noirs soient traités plus humainement, d'abord au moment de la répression collective dont ils furent victimes, puis lorsqu'ils durent fuir vers la Métropole où rien n'avait été préparé pour les accueillir. Or, d'un bout à l'autre de ses différentes péripéties, la livraison de l'Algérie au F.L.N. fut opérée comme si nos compatriotes d'Algérie n'existaient pas en tant qu'êtres humains. Ils furent seulement considérés comme un obstacle à écraser. Curieuse attitude : c'était chercher la difficulté que de ne pas tenter de les rassurer, au moins sur leur sort matériel, en reconnaissant, par exemple, leur droit à indemnisation pour la perte éventuelle de leurs biens. On aurait pu le faire, ne serait-ce que par calcul, afin d'éteindre leur résistance. Ce ne sont pas des considérations « d'intendance », qui étaient de nature à arrêter le gouvernement. Pourquoi les moyens d'information aux mains du régime ont-ils aussi essayé de rendre les Français d'Algérie antipathiques à la population de la Métropole, au risque de créer des heurts lors d'une émigration qui ne pouvait faire de doute ?

Dès 1960, résidaient, en France métropolitaine, plus de 350.000 réfugiés originaires d'Indochine, d'Égypte, d'Afrique Noire et surtout du Maroc et de Tunisie. Cet héritage, légué par la précédente république, préfigurait, de manière atténuée, ce qui se passerait si la France se retirait d'Algérie. Quelques mois avant la capitulation d'Évian, alors que l'exode avait déjà commencé, les porte-paroles du pouvoir n'hésitaient pas cependant à affirmer qu'il fallait seulement prévoir en quatre ans le départ de la moitié de la population européenne d'Algérie... Fin août 1962, soit deux mois après que l'Algérie eut été livrée au F.L.N., 600.000 Pieds Noirs avaient pris déjà le chemin de l'exil. On peut estimer actuellement à 900.000 le nombre des réfugiés d'Algérie, soit 9 sur 10 des habitants européens qui y vivaient souvent depuis plusieurs générations et dont 1 sur 3 n'avaient jamais vu la Métropole.

Nos sous-développés

Il fallut attendre ce même mois d'août 1962, pour que les Pieds Noirs aient officiellement droit à une aide gouvernementale sous forme de subsides et de prêts, variables (1) selon la profession et les charges de famille. Jamais le gouvernement — il faut lui rendre cette justice — n'a fait de promesse concernant l'indemnisation des réfugiés pour les biens perdus : il la refuse constamment aux organisations de Pieds Noirs qui en ont fait, avec l'amnistie, leur revendication principale. Il n'est pas question, bien sûr, de

PARMI NOUS

prélever le moindre centime sur l'aide généreusement accordée à Ben Bella (cf « L'assistance aux sous-développés » dans Europe-Action n° 13).

Certes, la solidarité de particuliers métropolitains, l'esprit d'entraide manifesté par les Pieds Noirs et les emplois procurés par certaines entreprises, notamment celles qui possédaient des filiales en Algérie, font plus pour améliorer le sort des réfugiés que l'aide gouvernementale, accordée parcimonieusement, avec la double arrière-pensée de les disperser sous prétexte d'intégration et de les faire renoncer aux professions indépendantes. Ainsi dans le domaine du logement, qui dépend presque entièrement de l'Etat, la situation demeure très mauvaise, puisqu'à la fin de l'année 1963, le gouvernement avouait que la moitié des familles réfugiées n'étaient pas encore relogées.

Deux ans après Evian, indemnisation, logement, travail, sont donc des problèmes qui, pour les Pieds Noirs, restent à résoudre à des degrés divers. Pendant ce temps, chaque jour, la France jette trois milliards dans le gouffre des « sous-développés ».

(1) 72 prêts de réinstallation avaient été accordés en février 1963 (pour 80.000 non-salariés), lorsque M. Missoffe, le dernier en date des ministres rapatriés, « offrit » aux réfugiés non-salariés une indemnité forfaitaire de 28.000 F contre leur renonciation au système de prêts... En avril, le même M. Missoffe lança l'opération « priorité d'emploi », dont la Presse dut constater l'échec. Au 1^{er} novembre 1963 les statistiques du Ministère du Travail faisaient encore apparaître 27.000 demandes d'emploi émanant de réfugiés.

Pour ceux-là, pas de patrie de rechange



VOUS ÊTES IMBATTABLE !

reportez-vous en page 18 pour vérifier vos réponses

1) Quel était le parti politique compromis, dans le trafic des piastres ?

- R.P.F.
- M.R.P.
- S.F.I.O.

2) Quelle fut la personnalité politique dont le nom fut cité dans le scandale du C.N.L. ?

- Raymond Schmitt-lein.
- Guy Mollet.
- Joël Le Tac.

3) Dans l'affaire des « ballets roses » ?

- Georges Pompidou.
- Edgar Faure.
- André Le Troquer.

4) Combien y eut-il d'exécutions sommaires au moment de la « Libération » de 1944 ?

- 70.000.
- 10.000.
- 105.000.

5) Quel est l'actuel parlementaire U.N.R. qui, pendant la guerre, fut un partisan du Maréchal Pétain ?

- Bertrand Flornoy.
- Michel Debré.
- Jacques Baumel.

6) Quel est l'éminent collaborateur du « Monde », qui fut dirigeant des Jeunesses Doriotistes ?

- Hubert Beuve-Méry.
- Pierre Viansson-Ponté.
- Maurice Duverger.

7) Quel est l'écrivain communiste qui collaborait, pendant la guerre 39-45, à l'hebdomadaire « Je suis Partout » ?

- Claude Roy.
- Louis Aragon.
- Roger Vailland.

8) Qui fit, au nom des

« deux millions d'anciens combattants », en Alger, le serment que l'Algérie resterait française ?

- Colonel Château-Jobert.
- Colonel Bigeard.
- Colonel Bourgoïn.

9) Quel historien fit la lumière sur la question juive pendant la seconde guerre mondiale ?

- Raymond Aron.
- Jules Isaac.
- Paul Rassinier.

10) Quel personnage écrivit : « lorsque j'entend parler de culture, je sors mon poignard »

- Adolf Hitler.
- Fidel Castro.
- Frantz Fanon.

11) Qu'est-ce que Katyń ?

- Une actrice soviétique.
- Une victoire soviétique de la seconde guerre mondiale.
- Le lieu de l'assassinat de plusieurs milliers d'officiers polonais par l'armée rouge.

12) Quelle est la conférence internationale qui décida du partage de l'Europe au profit du communisme ?

- San Francisco.
- Casablanca.
- Yalta.

13) En quelle année le Vatican condamna-t-il l'« Action Française » ?

- 1920.
- 1931.
- 1926.

14) Quelle est la date de la mort d'Edouard Drumont ?

- 5 février 1917.

— 7 juillet 1910.

— 20 avril 1921.

15) Quels furent les instigateurs de l'assassinat de Trotzky ?

- Les Services Secrets américains.
- Les Russes blancs.
- L'Union Soviétique.

16) Combien de Croates furent-ils exécutés par Tito, en 1943-44, pour s'imposer en Yougoslavie ?

- 120.000.
- 500.000.
- 10.000.

17) Combien y eut-il de généraux tués au combat pendant la guerre d'Algérie ?

- 1.
- 0.
- 4.

18) Quel était le fonctionnaire qui couvrait de son autorité les tortures en Algérie ?

- Commissaire Bouvier.
- Officier de Police Principal Delarue.
- Colonel Debrosse.

19) Quel est le grand parti politique français qui fut interdit en 1939, en raison de son hostilité à la guerre avec l'Allemagne, qui fut partisan de la collaboration en 1940, et reprit son existence légale en 1944 ?

- Parti Populaire Français.
- S.F.I.O.
- Parti Communiste.

20) Quel est le principal représentant du positivisme logique (bases philosophiques du Nationalisme).

- Auguste Comte.
- Louis Rougier.
- Hyppolyte Taine.

21) Quel fut le res-

ponsable O.A.S., qui rêva de devenir ministre dans l'Algérie F.L.N. ?

- Colonel Godard.
- Jean-Claude Pérez.
- J.J. Susini.

22) Quel fut le responsable O.A.S. assassiné en raison de ses convictions nationalistes ?

- Camille Petitjean.
- Roger Degueldre.
- Michel Leroy.

23) « Paris-Presse » appartient à un groupe de journaux qui comprend, entre autres, un quotidien ; lequel ?

- Le Parisien.
- Paris-Jour.
- France-Soir.

24) Quel est le nom du fonctionnaire international « suicidé » pour avoir refusé de livrer aux dirigeants communistes de l'O.N.U., les renseignements sur l'Insurrection Hongroise de 1956 ?

- Bang Jensen.
- Dag Hammarskjöld.
- James Forrestal.

25) Quel est l'ouvrage de Jean Anouilh interdit en France ?

- « Antigone ».
- « L'Hurluberlu ».
- « Les Fables ».

26) Combien de paysans chinois furent-ils assassinés de 1949 à 1959, par les communistes ?

- 20.000.
- 1 million.
- 30 millions.

27) Combien l'Afrique compte-t-elle de prix Nobel de Sciences ?

- 2.
- 11.
- 0.

CONGO: comment on « nationalise » un scooter...



*Ces documents sont extraits de la page 8 de l'excellente revue belge « Europe Magazine »
du 20 novembre 1963 — (Europe Magazine, 24, Bd de l'Empereur — Bruxelles)*

UN CRIME DE GUERRE IMPUNI

LE
BOMBARDEMENT

DE
DRESDE

EN
UNE NUIT
135 000
MORTS

QUELQUES CHIFFRES COMPARES

- Terreur 1793-94 : 17.000 morts.
- Total des déportés et fusillés en France 1940-45 : 180.000 (chiffres donnés par M. Mitterand, réponse officielle à la question du 23-5-47).
— Dont : fusillés en France : 26.000 (chiffre présenté à Nuremberg par la délégation française officielle).
Juifs déportés et fusillés : 120.000 (archives du Centre de Documentation Juive).
- Epuration 1944-45 : 105.000 morts (exécution sommaires).
Chiffre officiel donné par Adrien Tixier, ministre de l'Intérieur, 1946).
- Bombardement d'Hiroshima : 66.000 morts.
- Bombardement de Dresde : 135.000 morts.

PIERRE LAMOTTE

Le 25 février 1945, il n'y avait plus rien. Seule encore debout, une statue désignait du geste la cité détruite. Kilomètres de ruines, bâtiments disparus qu'évoquait un pan de mur, poussières, silences. Dresde, ville européenne, anéantie.

A l'été de 1944, l'issue de la guerre ne faisait déjà plus de doute. Les troupes alliées avançaient toujours, Paris était regagnée. Aussi la seule idée de supprimer une ville entière, sous le prétexte de faire s'effronder le moral ou le courage des populations civiles d'Allemagne avait-elle été repoussée comme inopportune. Mais quelques mois plus tard, au moment où se réunissaient pour la conférence tripartite de Crimée les principaux chefs militaires et politiques des opérations, tandis que les troupes soviétiques envahissaient Silésie et Prusse Orientale, le gouvernement britannique crut devoir démontrer à la fois sa puissance offensive et son approbation de la ruée de l'Armée rouge.

A la lueur de ces « faits nouveaux », le projet de destruction fut réexaminé, puis adopté. Dresde, à 110 kilomètres du front de l'Est, fut choisie. Après plusieurs retards

du temps, l'offensive eut lieu le jour même où Churchill partait pour Yalta.

Un demi-million de réfugiés

A Dresde, il n'y avait pas de soldats. Seulement des civils, surtout des femmes, des enfants, des vieillards. La ville était sans défense; même la force combattante de nuit avait disparu. Fin février, Dresde abritait plus d'un demi-million de réfugiés venant de Silésie et d'Allemagne de l'Ouest, chassés par les communistes, en plus de sa propre population de 630.000 habitants.

Il y eut trois raids successifs. 650.000 engins incendiaires sur la ville. Les bombes pesaient chacune 500 livres.

A Dresde, ne restaient que des civils. Autrefois, c'était le jour du carnaval. Maintenant, la guerre. Deux jours avant, le dernier train de réfugiés était arrivé de l'Est, ses passagers entassés dans des wagons de fortune. Les refuges étaient attribués trop lentement par les rares services spécialisés

Cette photo de Walter Hahn prise à Dresde après le bombardement fut souvent présentée dans l'après-guerre, comme une photo de camps de concentration.



encore en place. Des queues se formaient aux magasins de ravitaillement. La foule se refusait à croire que l'on viendrait bombarder des réfugiés. Beaucoup, même, avaient volontairement choisi d'aller vers cette ville, car ils pensaient que les alliés voulaient en faire, après, la nouvelle capitale allemande. Deux autres trains étaient arrivés de Königsbruck, pleins d'enfants évacués des provinces occupées. Les liaisons étaient coupées avec Berlin et les postes d'observation militaire extérieurs.

Le massacre

A trois reprises, les avions anglais s'abattirent sur leur objectif. A la gare centrale de Dresden-Altstadt, au sud de l'Elbe, des centaines de bombes incendiaires traversèrent le toit. Les bagages, les colis s'enflammèrent. D'autres engins pénétrèrent dans les abris et les couloirs de marchandises, où femmes et enfants s'étaient rassemblés. Ceux qui ne furent pas brûlés vifs moururent asphyxiés. C'est là qu'on connut le moins de survivants.

Après l'attaque principale, on

trouva, à l'entrée de la gare, un rempart d'enfants déchiquetés. La plupart était en habit de carnaval; ils attendaient leurs parents devant venir de l'Est. Auprès d'eux se trouvaient quelques hommes des S.A. qui avaient, en vain, tenté de les protéger.

Ailleurs, 850 jeunes filles des formations de jeunesse féminine trouvèrent la mort sous les bombes. Sur un corps on retrouva une carte : « De grâce, laissez-le moi. Je veux brûler moi-même le corps de ma fille »...

Mais la plupart des cadavres ne furent pas identifiés, les corps étant mutilés ou partiellement brûlés. Ils furent déposés pêle-mêle au milieu des gravats. On les empila par tas de 150, sur des bûchers de fortune, qui furent ensuite enflammés au phosphore, dans les rues. Des charrettes apportaient aux flammes de nouveaux morts, au fur et à mesure des découvertes.

Il y eût, selon les services allemands, entre 120 et 150.000 morts. On a même parlé de 200.000. En réalité, on s'accorde autour du chiffre de 135.000. Il n'y en avait pas eu la moitié à Hiroshima.

On parle peu des rapports mili-

taires officiels concernant le bombardement de Dresde. Détruits dans l'effondrement de 1945, les compte-rendus allemands n'ont pourtant pas empêché les archives britanniques de nous conserver le nom de ses auteurs : le commandant Maurice Smith, aujourd'hui rédacteur en chef du magazine « Flight », Sir Robert Saundby, et leurs chefs, Sir Arthur Harris et le général Spaatz. Aucun ne fut inquiété, car on estima indubitable que les ordres venaient directement du ministère de l'Air, sous la direction du Commandement Suprême. Et Winston Churchill, dans une lettre à ses chefs d'Etat-Major, put avouer : « la destruction de Dresde demeure un fait de poids contre la méthode de bombardement alliée ».

18 ans après, les faits demeurent. Les seuls bombardements anglo-américains sur l'Allemagne pour les années 1944-45 ont coûté 600.000 morts civils, 1.200.000 blessés, 13 millions de sans-abri; des villes comme Heligoland, Cologne, Hambourg, Berlin, Rostock, Lübeck, Darmstadt, Cassel ont été réduites à néant. 18 ans après, poussière et silence, le nom de Dresde reste un acte d'accusation.

LES PRISONS

1) Condamné à douze ans de réclusion criminelle en septembre 1962, (réseau de l'Ouest), le capitaine Renaud, transféré voici quelques mois, de la prison des Baumettes à l'île de Ré, est dans un état de santé extrêmement inquiétant. Il avait perdu plus de 14 kilos durant son séjour aux Baumettes. Il a continué à maigrir depuis son arrivée à l'île de Ré et son poids a encore diminué de plusieurs kilos. Aux dernières nouvelles qui nous sont parvenues (10 janvier 1964), il était d'une maigreur effrayante et avait cessé de pouvoir s'alimenter depuis quinze jours. Ses camarades, craignant le pire, ne parvenaient toujours pas à obtenir son transfert à l'hôpital de la prison de Fresnes. Attendait-on qu'il soit trop tard ?

2) Toujours la prison de Rouen dont, rappelons-le, le directeur est le trop connu M. Chasselat, et dont nous avons déjà eu l'occasion d'entretenir nos lecteurs. Un détenu, M. Boyer, demandait, un soir, des médicaments et ne parvenait pas à les obtenir. Le lieutenant Roger Duguay est alors intervenu en sa faveur et a pris sa défense. Il a été aussitôt sanctionné, le régime politique lui a été supprimé et il est actuellement à la prison de Blois au droit commun.

3) Hervé La Collonge est un grand asthmatique, auquel son état ne permet que très difficilement de supporter la prison. Il se trouvait à l'infirmerie de la prison de la Santé. Le 30 décembre 1963, le médecin-chef de la Santé l'examina, lui fit administrer des médicaments et jugea que son état nécessitait un examen approfondi, qui ne pouvait être réalisé qu'à l'hôpital de la prison de Fresnes.

Le temps d'obtenir l'ambulance et surtout l'escorte de Police, il est 17 heures, quand le malade quitte la Santé. Arrivé à l'hôpital de

L'INDEPENDANCE

et le Pétrole

Pierre FONTAINE

« Que ferait la France si, demain, elle ne disposait pas d'approvisionnements suffisants et sûrs en hydrocarbure ? » Cette question (en importance la première pour la prospérité nationale) se trouve dans le rapport d'activité que vient de publier l'Electricité de France.

Ce rapport est un peu ardu ; essayons de mettre l'essentiel à la portée de tout le monde. Il n'y a pas d'économie possible dans un pays sans ressource énergétiques, c'est-à-dire sans charbon, produits pétroliers, gaz ou électricité. Chaque matière ayant une définition quantitative personnelle, pour simplifier les comparaisons, les techniciens traduisent tonnes de pétrole, mètres cubes et Kwh en *M. Tec* qui signifie : millions de tonnes d'équivalent charbon.

Posons le problème français ; en énergie primaire, la consommation française s'est élevée à :

134,1 *M. Tec* en 1961 et à 145 « *M. Tec* » en 1962.

Les ressources énergétiques métropolitaines totales risquent de se stabiliser entre 65 et 70 *M. Tec* par an, nous dit le rapport de l'E.D.F.

Conclusion : La moitié de l'activité économique française dépend donc entièrement des importations énergétiques étrangères.

D'où la question angoissante, posée au début de cet article.

Les formes et l'importance de l'énergie

En 1962, la France consomma : 74,9 *M. Tec* de combustibles solides (51,7 % de la consommation générale d'énergie), 48,8 *M. Tec* d'hydrocarbures liquides (33,6 %), 7,1 *M. Tec* d'hydrocarbures gazeux (gaz naturel) (4,9 %) et 14,2 *M. Tec* d'électricité hydraulique (9,8 %).

Energies en augmentation sur 1961 :

Les produits pétroliers — hydrocarbures liquides + 2,3 %.

Gaz naturel + 0,4 %.

Energies en diminution sur 1961 :

Combustibles solides — 1 %.

Electricité hydraulique — 1,7 %.

De 1952 à 1962, le pourcentage

des combustibles solides, entrant dans la consommation nationale d'énergie primaire, a vu son importance décroître de 70 % à 51,7 %, pendant que l'électricité hydraulique demeurait à peu près stable, aux environs de 10 %. Les gros bénéficiaires de ces diminutions sont les produits pétroliers, hydrocarbures liquides et gazeux, dont la consommation a progressé de 20 % à 33,5 %.

« La comparaison de ces valeurs fait nettement ressortir la croissance du déficit de couverture du bilan énergétique français par les seules ressources nationales. Elle impose l'optique d'un recours de plus en plus massif à l'importation. »

Il existe un problème de l'électricité

Un effort considérable a été fait pour augmenter l'électricité hydraulique. Malgré cet effort, la production n'a atteint, en 1962 que 35,8 milliards de Kwh contre 38,2 en 1961, cela en dépit de la mise en service de nouveaux barrages.

Que se passe-t-il ?

Comme en agriculture, les éléments naturels jouent un rôle considérable dans la production d'électricité d'origine hydraulique. Si l'eau manque dans les barrages, il y a déficit d'hydraulicité et la production s'en ressent sensiblement. Pour certains barrages des Alpes, nous savons que furent convoqués

ENERGETIQUE

à grands frais des « faiseurs de pluie », dont les talents ne furent point probants. Les Soviétiques concurrençaient des déboires similaires avec certains de leurs barrages hydrauliques, au point qu'ils abandonnèrent un plan de projet de construction de barrages.

Risquons-nous, alors, de manquer de cette précieuse énergie électrique dont la demande est croissante ?

Non, car la production thermique permet de combler la déficience de la production d'électricité d'origine hydraulique. La production thermique a fourni 47,3 millions de Kwh en 1962, contre 38,3 en 1961, soit 23,6 % de plus, ce qui permet à la production totale d'énergie électrique française d'atteindre 83,1 millions de Kwh, soit 8,6 % de plus qu'en 1961.

L'E.D.F. envisage la rupture de l'équilibre entre la production d'électricité d'origine hydraulique et celle d'origine thermique au profit de cette dernière (il s'agit bien entendu, du thermique classique non nucléaire).

Ainsi se termine la synthèse tirée du rapport de l'E.D.F., qui constitue une sorte de bilan des ressources énergétiques vitales pour la France.

La situation énergétique française est dangereuse

On ne peut pas dire que cette situation des ressources énergétiques françaises est rassurante, quand les usines et les moteurs dépendent, à plus de cinquante pour cent, des importations étrangères. Deux guerres mondiales et la crise de Suez (1955-57), ne servirent pas de leçon aux successifs gouvernements français, les intérêts de caste primant les responsabilités nationales.

Que le gouvernement algérien décide de couper les oléoducs algéro-sahariens, nous serions privés de pétrole en francs ; celui du Gabon est insuffisant et la France ne tire de son sol que 8 ou 9 % de sa consommation (alors que l'Allemagne de l'Ouest produit environ 50 % de ses besoins). Du pétrole, si on le laisse arriver en France, nous en trouverons *mais payable en dollars*

ou en sterling, donc en devises étrangères, au moment où nos exportations ne couvrent déjà plus nos importations. Nous avons assez bien prévu tout cela, mais le bon sens qui eût pu construire le bonheur des Français, en des époques opportunes, ne réalisait pas celui des banquiers, maîtres d'affaires pétrolières tant françaises qu'internationales. Nous en sommes donc aux cris d'alarme jetés par une industrie nationalisée, telle l'E.D.F.

Dans un livre récent (1), j'ai consacré quelques pittoresques chapitres à toutes les formes d'énergie à la disposition de la France pour s'affranchir du chantage étranger aux livraisons de pétrole. De la prospection pétrolière (sérieuse), terrestre et maritime (off shore) au moteur à air comprimé, en passant par la catalyse de l'eau, les domaines à prospecter ne manqueraient pas pour une Recherche Scientifique orientée avec réalisme (2).

Quand le droit au travail d'une nation peut être brusquement mis en cause par une question d'énergie, tous les efforts doivent tendre à se procurer cette énergie qui a bâti la puissance soviétique. Lénine préconisait l'électricité. Staline déclencha la course au pétrole ; les buts sont atteints et se développent encore ! L'U.R.S.S. est devenue la 2^e puissance pétrolière mondiale. En France, le pétrole n'est intéressant que pour les postes d'administration, les « fromages », les dividendes, les placards publicitaires et les actions gratuites. Eh bien, si le pétrole est tabou, que l'on s'adresse à d'autres sources énergétiques ! Quand une matière première est reconnue vitale pour le fonctionnement normal de l'économie nationale, rien ne peut et ne doit être négligé pour s'en assurer la propriété, surtout lorsque cette propriété se trouve dans nos murs.

(1) Cf. *Les Secrets du Pétrole* (les Sept Couleurs).

(2) Un grand nombre de recherches ont été faites, l'une des plus connues étant celle de l'ingénieur Makhonine. Il faudrait également parler de l'utilisation de l'alcool. Ces recherches restent inutiles, la découverte réelle ne pouvant être distinguée du projet farfêlu par un manque de moyens que l'Etat aurait normalement pour rôle de mettre en œuvre.

LES PRISONS

Fresnes, il est mis en cellule, sans soins, sans médicaments, sans avoir été examiné. La nuit de ce grand asthmatique, secoué de crises d'étouffement, est naturellement très pénible. Le 31 décembre, à 9 heures, un certain M. Lesquirol, qui, sans être médecin, assiste le chirurgien de l'hôpital, entre dans la cellule pour demander seulement au malade si c'est bien le médecin-chef de la Santé qui l'a envoyé, et ressort aussitôt.

A 9 h. 30, un surveillant vient chercher Hervé La Collonge sous prétexte de le faire passer au greffe. Le détenu le suit, laissant ses vêtements et ses pauvres richesses de prisonnier dans sa cellule de l'hôpital.

Arrivé au greffe, il est bouclé dans une cellule de passage, sans un mot, et naturellement sans soins. Il y reste jusqu'à midi et a, pendant ce temps, une violente et très douloureuse crise d'asthme. Il crie, il gémit, il appelle... Personne ne viendra.

A 12 heures, on le fait passer au greffe : empreintes, fiche, etc... et aussitôt on le remet dans une ambulance, dans laquelle toutes ses affaires ont été jetées en vrac et on le ramène à la Santé, où, à 13 heures, il se trouve bouclé dans une cellule de passage.

Dès qu'elle apprend son retour, la direction de la Santé, étrangère à toute cette histoire, le fait transférer dans l'après-midi à la division politique où il sera enfin soigné par un de ses camarades qui, lui-même asthmatique, possédait par hasard les calmants nécessaires.

Malgré la décision prise par le médecin-chef de la Santé, voilà quel fut « l'examen médical » d'Hervé La Collonge. Ceci se passa le dernier jour de l'année 1963, ce qui ajoutait encore au côté pénible de cette affaire.

Vous êtes imbattable!

réponses à la page 8

1. — R.P.F.
2. — Joël Le Tac.
3. — André Le Troquer.
4. — 105.000 (voir E.A. n° 12 p. 39).
5. — Bertrand Flornoy.
6. — Maurice Duverger.
7. — Claude Roy.
8. — Colonel Bourgoïn, député U.N.R. du XII^e arrdt de Paris.
9. — Paul Rassinier, in « Le Mensonge d'Ulysse » (voir Fiche d'E.A. n° 4).
10. — Frantz Fanon — (in « Les Damnés de la Terre », Maspero, Edit.)
11. — Le Massacre des officiers polonais par l'armée rouge.
12. — Yalta.
13. — 1926.
14. — Le 5 février 1917.
15. — L'Union Soviétique.
16. — 500.000 — (rapport officiels de 1947).
17. — Aucun.
18. — Le Colonel Debrosse, (voir « Le Procès Vanuxem, par Jean Gauvin, Edit. St-Just).
19. — Parti Communiste ; (voir E.A. 12, p. 37-38).
20. — Louis Rougier — (voir E.A. n° 11, p. 51).
21. — Jean-Jacques Susini — (voir E.A. n° 13, p. 21-22, et n° 7, p. 17-20).
22. — Michel Leroy — (voir E.A. n° 13, p. 21-22).
23. — France-Soir.
24. — Bang Jensen, diplomate Danois, (Voir « L'Amérique Trahie », Ch. Bonnamaux — St-Just).
25. — « Les Fables ».
26. — 30 millions, (Chiffre cité par Lucien Bodard, in « La Chine du cauchemar », Gallimard, édit.).
27. — Aucun.

Si vous totalisez de 27 à 20 réponses justes : vous êtes un redoutable adversaire dans la discussion. De 20 à 15 : attention, vous vous ferez contrer ! En dessous de 15 : prenez vite votre collection d' « Europe-Action », crayon en main !

NOUS EXIGEONS LA VERITÉ

« J'ai rencontré beaucoup de femmes et d'enfants Français dans les prisons algériennes... » (1), a déclaré Guy Jacquemard second officier mécanicien à bord de l' « Hassiblal ».

Ou cet homme a menti, ou ce qu'il dit est vrai. S'il a menti, c'est indigne, et il doit être poursuivi pour crime d'espoir contre des familles épuisées de chagrin. Laquelle d'entre elles, en effet, n'a pas imaginé ce miracle qu'elles souhaitent toutes, contre toute raison, simplement parce qu'elles n'ont pas eu de dépouilles à toucher de leurs mains ? Les disparus sont comme des morts abstraits ; ce sont des morts incertains. L'espoir renaît instantanément, dès qu'on apprend qu'il reste des vivants. N'y en aurait-il qu'un seul, chaque famille penserait : Pourquoi ne serait-ce pas le mien ? Mais Guy Jacquemard a dit : « Beaucoup de femmes et d'enfants ». « Beaucoup », c'est un mot qui se détache sur la douleur. Et des enfants ! c'est inimaginable à force d'être odieux.

FRANCINE DESSAIGNE

Guy Jacquemard n'a pas pu mentir. Il sort d'une détention de près de deux mois, où il a pu mesurer le juste poids de la souffrance et de la peur. Il a mené la vie de ces malheureux, il ne peut pas les trahir pour je ne sais quelle sinistre gloriole. Il a eu le temps, également, d'imaginer l'angoisse des siens, pour ne pas faire souffrir gratuitement les autres familles. Donc, il dit vrai : c'est un témoin qui accuse.

Pendant cinquante jours, on a pu garder et torturer l'équipage d'un bateau, enlevé à bord, selon les meilleures traditions de la piraterie barbaresque. Transférés de prison en prison, ces hommes ont vu et entendu d'autres prisonniers. Ils l'affirment en rentrant. Qui a protesté ? Quels ambassadeurs, quels consuls ont tenté de protéger leurs ressortissants ? Partout, c'est le silence. Silence des vaillants signataires de manifestes contre la torture et des prélats qui tonnaient : « A Paris, comme en Algérie, les attentats se multiplient. Quels qu'en soient les auteurs, ils sont révoltants par leur sauvagerie et leur lâcheté » (2). Silence, également, du côté de la Ligue des « Droits de l'Homme ». Tous ont pourtant là des faits précis, des témoignages assurés. Non pas de ces exemples, « symboles même de ces récits fondés sur des rapports inexacts », particulièrement stigmatisés par M. de Broglie. Silence et discrétion, même pour le Commandant Chaigneaud et son état-major, « fort mesurés dans leurs déclarations » (3). Pudeur, certes compréhensible, ou prudence ? Du côté des familles, c'est la torture de l'espoir fou.

Si Jacquemard a dit vrai, elles doivent le savoir.

(1) L'Aurore du 30-12-63.

(2) Déclaration du Cardinal FELTIN à propos de l'attentat d'Issy-les-Moulineaux attribué à l'O.A.S. (1962).

(3) LE JOURNAL DU DIMANCHE du 19-12-63.



LA Poubelle

FEVRIER 1964 N° 2

Caractéristique des émissions de la deuxième chaîne de télévision

inaugurée dès le 21 décembre dans la région parisienne

COMME l'annonçait le directeur général de Canal 2, les téléspectateurs ont applaudi pour leur p

7 H TOUT VA BIEN!



13 H TOUT VA BIEN!



20 H TOUT VA BIEN!



Le ministre de l'Information a fait l'éloge du canular à l'Ecole normale

On aura tout lu : même l'éloge du canular fait par un ministre avec la bénédiction du chef du gouvernement ! C'est M. Alain Peyrefitte, ministre de l'Information, qui, on sait maintenant à quoi s'en tenir sur la valeur des informations...!!!

Europe

Le grand « marchandage » des Six



Taux de mortalité plus élevé de 70% chez les fumeurs de cigarettes

affirme le rapport du service de santé des USA sur le cancer du tabac



Usine pour enfants à Moscou

MOSCOU, 12 janvier (U.P.I.). A première usine du monde employant uniquement des enfants est en construction actuellement à Moscou. Deux mille cinq cents écoliers travailleront deux fois par semaine à l'usine.

VIVE LE PARADIS SOVIÉTIQUE.



LE MARCHÉ

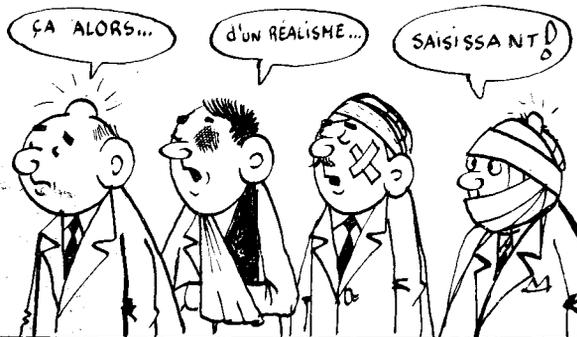
DU TRAVAIL

Situation assurée Bel Avenir... Grâce à position économique très brillante et ne cessant de se développer, s'adresser au frère BEN BELLA - ALGER



LES SPORTS

Mille gendarmes au Palais des Sports la maréchaussée à travers les âges



LA SORTIE des SPECTATEURS...

Vous retrouverez CORAL et ces personnages dans « LE PETIT GUIDE DES FONDS DE POUBELLES » (Editions Saint-Just — 4 F.)

EUROPE ACTION

Rédaction — Administration

Publicité :

9, rue aux Ours — Paris III^e

TUR 15-77

Direction de la Publication :

Christian Poinsignon

Éditée par la Société de Presse et d'Éditions Saint-Just, S.A.R.L. au capital de 10.000 F. Siège Social : 9, rue aux Ours — Paris III^e. Imprimerie H. Dévé et Cie — Evreux
Dépôt légal édition : Février 1964
Périodicité mensuelle — Photo de couverture : Keystone.

ABONNEMENTS

Abonnement simple :

12 mensuels

+ 4 trimestriels

Prix : ordinaire : 30 F.

(étranger 40 F).

de sympathie : 50 F.

de soutien : plus de 100 F.

Abonnement complet :

12 mensuels

+ 4 trimestriels

+ 52 hebdomadaires

Prix : ordinaire : 50 F.

de sympathie : 90 F.

de soutien : plus de 150 F.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Souscrit un abonnement

simple — complet (1)

ordinaire, de sympathie, de soutien (1)

A partir du N°

Et verse la somme de F

Par virement postal Libellé à l'ordre des Mandat à C. C. P. Éditions Saint-Just
Chèque bancaire C.C.P. Paris 19.689.79

Le : _____ Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles.

CHRISTIAN POINSIGNON

LES LIVRES

« La Révolution Russe par ses témoins », Gilbert Comte — Ed. La Table Ronde — (320 pages — 15,45 F).

Février 1917 : Premières manifestations dans Pétrograd. Juillet 1918 : massacre de la famille impériale... Plus de trois ans avaient été nécessaires aux Jacobins français pour imposer leurs idées, quelques mois suffirent aux bolcheviks, pour assurer les leurs... Mais, pour 1789 comme pour 1917, l'épopée a souvent pris la place de l'Histoire.

Que furent, dans leur vérité et leur réalité, les événements, les hommes de qui procède encore le destin incertain du monde d'aujourd'hui ? C'est à cette interrogation que répondent, dans la « Révolution Russe », les témoins dont Gilbert Comte a rassemblé les textes : acteurs du drame, Nicolas II, Lénine, Trotsky, Kérénsky, etc... ouvriers, officiers... ou simples spectateurs, correspondants de presse, agents diplomatiques... chacun dit, écrit ce qu'il a fait, ce qu'il a vu.

Encore que chaque aventure humaine mêlât toujours l'horreur à la grandeur et que celle dont parlent ici les témoins n'eût point cessé, depuis près de cinquante ans, d'affirmer ses raisons dans la boue et le sang, la prise de pouvoir des bolcheviks est exemplaire, en ce qu'elle confirme que les hommes font l'Histoire. C'est aussi une leçon sur l'alliance, nécessaire à la réussite, des idées et de la volonté.

« Révolution au Canada », Jean Cathelin, Gabrielle Gray — Ed. Les Presses du Mail — (315 pages).

Intéressants en ce qu'ils nous racontent, de vu et de vécu, pendant leur long voyage au Canada, J. Cathelin et G. Gray, le sont bien moins dans l'exposé de leurs réflexions politiques, sociales et artistiques. L'attribution à M. Duplessis, ancien premier ministre de Québec, d'une philosophie politique « vichyste et salazarienne », l'étiquette « type nazi » accolée au Parti Créditiste de M. Caouette, sont deux exemples des trop nombreuses « constatations » auxquelles

s'enchaîne l'exposé des réflexions plus haut citées...

Signalons, à l'attention du lecteur intéressé par les mythes de l'Humanisme de gauche, le passage où J. Cathelin, ancien rédacteur à « France-Soir » et « France-Observateur » souligne, très sérieusement, l'importance métaphysique, sociologique et esthétique des minorités indiennes et esquimaudes dans le devenir canadien !...

« Le Portugal entre deux révolutions », Pierre Debray (Le Fil d'Ariane) — (112 pages — 4,20 F).

Pierre Debray fait le point de la situation du Portugal, dans la collection « Petits Dossiers de l'Actualité ». Concis et complet, ce livre apporte les éléments d'une réponse aux questions qu'on se pose sur le Portugal du Dr Salazar. Pierre Debray, monarchiste de conviction, est à l'aise pour analyser ce régime, que ne renierait sans doute pas Charles Maurras.

« Coexistence pacifique et guerre révolutionnaire », par J. Ploncard d'Assac, « La voix de l'Occident »

Le n° 9 de « La Voix de l'Occident », revue qui contient, chaque mois, les causeries faites à Radio-Lisbonne par Jacques Ploncard d'Assac, nous livre, sous le titre « La Coexistence pacifique et la guerre révolutionnaire », les propos qu'inspirent à l'auteur des problèmes d'une brûlante actualité. On lira avec profit cette remarquable étude, nourrie de faits et de documents ; notamment une biographie complète et précise de « M. K. », une analyse intéressante de la crise soviéto-chinoise et un rappel de la stratégie soviétique.

« La Voix de l'Occident » émet en français, tous les soirs, de 23 h. à 23 h. 45 (heure française), sur 397 m. ou 775 kcs et 283 m. ou 1.061 kcs et à 19 h. 30 G.M.T. sur 16,76 ou 17,845 Mc/s.

On peut se procurer ces fascicules à « La Voix de l'Occident », 1, rue S. Marçal, Lisbonne, Portugal, au S.N.I., Palais Foz, Lisbonne, à la Librairie Dauphine, 58, rue Mazarine, Paris-6^e et à la Librairie de l'Amitié, 68, rue de Vaugirard, Paris-6^e.



POÈMES de PRISON

par

François le Cap

Préface

MICHEL DE SAINT-PIERRE

Disque 45 f.

9,90 F.

EDITIONS SAINT-JUST

9 rue aux Ours — PARIS (3^e)
C. C. P. 19.689.79

LE CARNET DE L'OPPOSITION

● Le prochain dîner de l'**Union des Intellectuels Indépendants** aura lieu le 19 février à 20 heures, dans les salons de l'Hôtel Lutétia. **Alain de Lacoste-Lareymondie** participera à un débat.

● On annonce, aux Editions Saint-Just, la parution prochaine d'un ouvrage de **Pierre Hofstetter**, consacré à la vie politique américaine. Venant en 1964, année de l'élection présidentielle, après les remous provoqués par la question noire, l'assassinat de Kennedy, l'accord nucléaire de Moscou, ce livre de notre collaborateur est particulièrement attendu.

● **Fabrice Laroche**, auteur du « Salan », qui fut salué par toute la presse d'opinion, met actuellement la dernière main à son livre « **le Courage est leur Patrie** ». Fabrice Laroche y fera revivre les figures des hommes qui ont donné leur vie dans le combat révolutionnaire, mené au travers de la défense de l'Algérie française. Cet ouvrage comportera, en outre, sous forme de photos, une véritable histoire de l'Activisme, d'un côté et de l'autre de la Méditerranée, de 1954 à 1962. Cette épopée des militants paraîtra aux Editions Saint-Just.

● La section de Bordeaux de la Fédération des Etudiants Nationalistes publie, depuis deux ans, son bulletin : « **L'Alcazar** ». Cette publication imprimée est remarquablement présentée. Son dernier numéro donne de nombreuses informations sur l'action nationaliste dans l'Université de Bordeaux. (« **L'Alcazar** » : Claude Lavergne, 69, rue Joseph-Abria, Bordeaux).

● Aux Etats-Unis, la plus importante des organisations nationales, le Parti National pour le Droit des Etats, qui peut justement prétendre jouer le rôle de troisième force politique, vient d'être l'objet de perquisitions policières. Ce fait — courant en France — est sans précédent dans l'histoire américaine de ces 50 dernières années. Il faut y voir un signe de la crainte du régime devant la montée des forces nationales.

● Les travaux du **Centre d'Etudes pour une Economie Organique** sont suivis avec le plus grand intérêt par les milieux nationalistes d'Italie. Après les « **Quaderni Neri** », qui leur consacrèrent des commentaires élogieux, c'est maintenant le groupe « **Ordine Nuovo** », la plus importante des formations nationalistes, qui prend l'initiative de traduire et d'éditer notre numéro spécial (N° 9), réalisé par le C.E.P.E.O. et de créer un groupe d'études qui sera la réplique italienne de ce dernier.

● Le sacrifice de **Marcel Chaput**, président du « Parti Républicain du Québec », poursuivant jusqu'à la dernière extrémité sa grève de la faim, a attiré l'attention sur l'ampleur du mouvement français au **Canada**. Deux organisations sont fortement teintées de progressisme : le « **F.L.Q.** » et le « **Rassemblement pour l'Indépendance Nationale** ». Deux autres : celle de **Marcel Chaput** et le « **Crédit Social** » de **Réal Caouette**, sont traditionnalistes.

● Une campagne de diffamation orchestrée par les milieux progressistes a contraint l'un des plus éminents savants des Etats-Unis, le **Professeur C.S. Coon**, à démissionner de sa chaire d'ethnologie et d'anthropologie à l'Université de **Pennsylvanie**. Sa faute est d'avoir publié un livre intitulé « **L'origine des races** », dans lequel il soutenait la thèse d'un développement séparé des races humaines.

● **Maurice Bardèche**, qui ignore les Tabous, publie dans la dernière livraison de son excellente revue, la première partie d'une étude sur le problème juif. Dans ce numéro de « **Défense de l'Occident** », une analyse magistrale du IV^e Plan par le **C.E.P.E.O.**, un article de **Pierre Hofstetter** sur le brain-trust de Kennedy, une étude de **Liliane Ernout** sur la Commune de Paris.

● Le Centre d'Etudes Nationales, que dirige **René Guyomard**, vient de se rallier à la position de la Fédération des Etudiants Nationalistes sur le service militaire. On sait que la F.E.N. a déclenché une campagne d'explication destinée à montrer que le service militaire, sous la V^e république, est non seulement inutile, mais néfaste, puisqu'il place l'ensemble des jeunes de 20 ans au seul service du régime, sous les ordres de cadres déshonorés, sous l'influence d'une propagande pernicieuse.

● **Antoine Melero**, directeur du journal « **Le Pied Noir** » (9, rue du Hanovre, Paris 2^e), a lancé une campagne en vue de rassembler les Français d'Afrique du Nord, au-delà des organisations de défense existantes et dont il expose avec précision certaines fautes, afin de les maintenir moralement mobilisés. Cette action a une place importante dans les efforts que font partout des militants sincères et conscients pour réaliser l'unité de l'opposition nationale.

● Pour son 13^e anniversaire, notre confrère et ami « **Rivarol** » organisa le 10 janvier un cocktail particulièrement réussi. Autour de M. et M^{me} **Malliavin**, et de leurs principaux collaborateurs, **Pierre Dominique**, **Maurice Gaït**, **Gilles Mermoz**, etc... on remarqua la présence de M^{me} **Francine Dessaigne**, du **Professeur Louis Rougier**, **Saint-Loup**, **Henry Coston**, **Maurice Bardèche**, **François le Cap**, **Louis Auphan**, **Coral**, **Louis de Charbonnières**, **Fabrice Laroche**, **Jean-Marie Le Pen**, etc...

● Nouvelle atteinte à la liberté d'expression : le remarquable album de Photos « **Fors l'Honneur** » édité par la S.E.R.P., qu'anime **Jean-Marie Le Pen**, vient d'être saisi. Cet ouvrage retraçait le long martyr des patriotes trainés devant les tribunaux, emprisonnés, assassinés. Nous joignons nos protestations les plus vives à celles de l'éditeur.

● Notre ami, **Paul Rassinier**, ancien déporté, auteur de plusieurs ouvrages sur la seconde guerre mondiale, prépare la parution prochaine d'un nouveau livre : « **Le Drame des Juifs européens** ».

LA LIBRAIRIE DE L'AMITIÉ

32, rue Cassette, Paris 6^e
(angle rue de Vaugirard)

est ouverte pour vous de 10 h. du matin à 22 h.

Vous y trouverez les ouvrages que vous désirez

ET TOUS LES LIVRES DE L'OPPOSITION NATIONALE

Dans son salon de lecture, vous pourrez consulter la presse nationale

**LA LIBRAIRIE DE L'AMITIÉ EST ORGANISÉE
POUR REpondre IMMEDIATEMENT AUX COMMANDES DE LA PROVINCE**

Elle vous enverra son catalogue sur simple demande
(Joindre 0,50 F pour frais).

**2 Livres-clés
sur l'histoire de L'O.A.S.**

" SALAN DEVANT L'OPINION "

de *Fabrice Laroche*

300 pages — photos — 15,40 F.

" LE PROCÈS VANUXEM "

de *Jean Gauvin*

290 pages — 13,90

AUX " ÉDITIONS SAINT-JUST "

9, rue aux Ours — Paris III^e — C.C.P. 19.689.79

(joindre 10 % en sus, pour frais d'envoi)